

# Les Arméniens à Marseille

## Des années vingt à aujourd'hui

Par Émile Temime,

Professeur émérite d'histoire contemporaine, directeur du groupe d'histoire des migrations, EHESS, Marseille



Atelier des tapis France-Orient, à Saint-Jérôme, photographie, 1933. © collection Aram

Marseille voit l'arrivée massive des premiers réfugiés arméniens au milieu des années vingt. Elle est devenue pour nombre d'entre eux un lieu d'asile définitif. Comment cette communauté solidaire, traversée par des affrontements politiques violents, a-t-elle su progressivement s'intégrer en préservant son originalité ? Comment a-t-elle abandonné tout espoir de retour pour choisir de faire de Marseille sa ville ? Cet article retrace la trajectoire de trois générations d'Arméniens.

L'établissement des relations entre Marseille et la population arménienne, qui s'est répandue très tôt à travers l'Empire ottoman et le monde méditerranéen, remonte à il y a fort longtemps. Certains de ces hommes, négociants chrétiens dans un monde d'Islam, ont dès le XIV<sup>e</sup> siècle développé leurs affaires jusqu'en Méditerranée occidentale. Ils sont présents à Marseille et à Livourne à la fin du XVI<sup>e</sup> et au début du XVII<sup>e</sup> siècle, spécialisés dans le commerce de la soie. Richelieu semble même désireux d'encourager leur trafic et leur installation "*dans les ports et havres de Provence*". Les facilités officielles qui leur sont accordées n'empêchent pas les tracasseries de tous ordres, qui se multiplient sur le plan local.

Dès le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, les Arméniens ont pour la plupart quitté le port phocéén. Ils n'y reparaîtront qu'épisodiquement, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup>. Marseille, qui entretient alors des relations privilégiées avec l'empire turc, accueille un certain nombre de Grecs, de Syro-Libanais et d'Arméniens, qui sont et resteront de précieux intermédiaires entre l'Orient et l'Occident. Avec, parfois, une incontestable réussite financière<sup>(1)</sup>.

Les événements qui se produisent en Turquie, notamment les massacres arméniens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, trouvent logiquement un écho en Occident. Et puis survient la Grande Guerre. Le gouvernement jeune-turc, allié de l'Allemagne, entame des poursuites contre les minorités suspectes de sympathie pour la Russie et les alliés occidentaux – en premier lieu les Arméniens, victimes du génocide de 1915. Cette hostilité se traduit alors par des tueries et des déportations, qui touchent une partie importante de la population. C'est la première diaspora. Les survivants refluent vers les pays voisins, la Grèce, le Liban et la Syrie, au moment où s'écroule l'Empire ottoman. Et quand les puissances occidentales, à commencer par la France et l'Angleterre, décident de renoncer, par le traité de Lausanne, à soutenir une éphémère République arménienne, les hommes et les femmes qui ont échappé au désastre prennent pour beaucoup d'entre eux le chemin de l'exil une seconde fois. Les trajectoires sont multiples. Marseille est le centre d'un mouvement migratoire qui traverse la Méditerranée, simple étape pour la majorité, lieu d'asile définitif pour certains.

## Marseille, terre d'asile

Les arrivées d'Arméniens dans le port vont s'étaler sur plusieurs années, essentiellement entre 1923 et 1928, sans être alors pour autant terminées. On peut précisément dater la première d'entre elles à la fin de l'année 1922, avec le débarquement du *Tourville*. Il convient de souligner que la ville, à l'exception bien entendu

de la période de la guerre, qui vient de se terminer, n'a jamais accueilli en si peu de temps une masse aussi considérable de réfugiés. Les chiffres avancés sont discutés et discutables. On parle généralement de 60 000 personnes. Mais tous ne s'installeront pas à Marseille.

Reste que l'établissement, en un laps de temps si bref et dans une ville qui n'atteint pas 700 000 habitants, de plusieurs dizaines de milliers de personnes, la plupart du temps sans ressources, pose des problèmes de survie élémentaire bien difficiles à résoudre, à commencer par le logement. Il ne faut pas oublier que, depuis la crise des années 1880, on a peu bâti à Marseille. Certes, les projets immobiliers n'ont pas manqué, mais les réalisations n'ont pas été à la hauteur. Les terrains vagues "de derrière la Bourse", en plein centre-ville, resteront vides pendant un demi-siècle... À côté de la gare et en marge des quartiers Nord existent des "enclos" sordides (on n'emploie pas encore le terme de "bidonville"). Sans parler des immenses espaces qui s'étendent vers le nord ou vers l'est, au-delà du ruisseau du Jarret, espaces non viabilisés, parfois occupés par de véritables squats. La guerre n'a évidemment rien arrangé. C'est donc dans une ville sous-développée en matière d'habitat que vont arriver les réfugiés d'Orient, étrangers et misérables.

Sans doute Marseille a-t-elle l'habitude des immigrés pauvres, qui s'installent entre port et gare, cherchant un abri précaire dans les hôtels meublés qui se sont multipliés depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle autour de la porte d'Aix et dans le quartier Belsunce. Les réfugiés arméniens connaîtront en grand nombre ce type de logement, où toute une famille s'entasse provisoirement dans une chambre de quelques mètres carrés dans le centre-ville. Mais ils ne sont pas seuls à vivre dans ces conditions et le parc immobilier, même dans cet état de délabrement, est vite saturé. À la fin de l'année 1923, on estime à plus de 6 000 le nombre des réfugiés arméniens restés dans la ville – chiffre cependant inférieur à la réalité, car beaucoup d'entre eux arrivent munis d'un passeport grec, libanais ou ottoman, et ne sont donc pas répertoriés comme apatrides<sup>(2)</sup>, ce qui est le sort de la majorité.

Il faut recourir à des solutions de fortune, abriter les nouveaux arrivants, la plupart du temps dépourvus de ressources, dans des baraquements édifiés à la hâte en temps de guerre. Les passagers du *Tourville* avaient été hébergés à titre provisoire dans le camp Mirabeau<sup>(3)</sup>. Mais c'est le camp Oddo, situé dans les quartiers Nord de la ville, qui va recevoir le plus grand nombre d'arrivants, quelques centaines au début, très vite beaucoup plus. Ils sont sans doute plus de 3 000 à la fin de l'année 1923 dans un espace sur lequel sont édifiées une quarantaine de baraques et qui aurait dû en recevoir tout au plus 2 000... La population du camp Oddo se modifie au fil des jours, simple lieu de transit, camping sommaire dans des baraques en

bois pour la majorité des réfugiés, établissement durable pour quelques-uns, les plus démunis surtout, qui y trouvent à la fois un logement dérisoire (quelques mètres carrés pour chaque famille, lesquelles sont séparées les unes des autres par un rideau improvisé), et aussi une certaine forme de sécurité face au monde hostile qui les entoure.

Car il faut comprendre la méfiance d'une partie de la population marseillaise face à ces milliers d'étrangers qui viennent de débarquer, étrangers par l'allure et le comportement, par le vêtement, étrangers surtout par la langue (ils ne parlent que le turc ou l'arménien et doivent faire appel à des intermédiaires, pas toujours scrupuleux). Le camp est un monde clos, mais finalement protecteur. Très vite, se met en place une administration interne, avec un encadrement "bilingue" composé notamment d'anciens combattants de la guerre de 1914. Le directeur du camp, Takvor Hatchikian, ancien "légionnaire", mutilé de guerre, a la nationalité française<sup>(4)</sup>.

Progressivement, se mettent en place une police intérieure, un véritable "service de nettoyage", un service de santé (avec la visite régulière d'un médecin français), un enseignement obligatoire et gratuit, destiné aux enfants (ils sont encore plus de 400 en 1925<sup>(5)</sup>) – prodigué à la fois en français

et en arménien. Le camp est devenu un véritable village, qui fonctionne de manière autonome et assure, moyennant une redevance payée par les occupants<sup>(6)</sup>, une certaine forme de sécurité aux résidents. Des petits commerces sont organisés spontanément, en toute illégalité. Une coopérative fonctionne même après 1923 pour assurer aux habitants une alimentation régulière.

"Agglomération d'étrangers" vivant au milieu de la ville, sans véritable contrôle des autorités françaises : c'est là une situation que l'administration peut difficilement accepter de façon durable. Dès 1925, la fermeture du camp est envisagée. Les réfugiés sont progressivement relogés, dirigés vers des lieux de travail parfois extérieurs à Marseille. Il faudra cependant plusieurs années pour en finir avec ce type d'hébergement. La liquidation du camp Oddo sera totale en avril 1927. Ils sont alors 14 000 à 15 000 réfugiés à s'être fixés dans la ville – mais on a vu que leur nombre a été largement sous-estimé. Beaucoup sont déjà partis, pour suivre la vallée du Rhône ou s'installer à proximité de Marseille, à Gardanne ou à La Ciotat, où les possibilités de travail sont plus nombreuses. La plupart des Arméniens ont alors accepté de refaire leur vie en France, même s'ils n'ont pas perdu tout espoir de retrouver un jour leur "patrie".

**Ces solidarités familiales, villageoises, claniques se retrouvent dans tous les actes de la vie quotidienne, à commencer par la construction de la maison.**

## Dans l'entre-deux-guerres, lente amélioration des conditions de vie

Vivre à Marseille, cela signifie d'abord y travailler, gagner sa vie et celle de sa famille (quand elle a pu venir). Les premiers arrivants acceptent le travail qui leur est proposé sur place, un travail d'immigré, et d'immigré largement exploité. Il faut tenir compte de ce que ces réfugiés n'ont pas nécessairement de formation professionnelle, et que beaucoup étaient originaires d'un milieu rural (la plupart refuseront pourtant les emplois d'agriculteurs, qui les auraient éloignés de leurs compatriotes<sup>(7)</sup>). Alors ils trouvent un emploi précaire, sur le port ou dans les métiers du bâtiment, quelquefois en usine, pour quelques jours ou pour quelques semaines seulement.

Leur condition va cependant peu à peu s'améliorer. Certains sont d'ailleurs arrivés avec un contrat de travail<sup>(8)</sup>. Alors que les femmes travaillent peu à l'extérieur ou sont cantonnées dans des travaux à domicile, peu visibles et rarement déclarés, les hommes trouvent à s'embaucher comme manœuvres ou comme journaliers dans l'industrie traditionnelle, comme les tuileries ou les huileries, parfois dans la métallurgie. L'entreprise Coder va ainsi en recruter un certain nombre. Travailleurs solides, sérieux<sup>(9)</sup>, mais aussi main-d'œuvre malléable, qui ne peut repartir aisément d'elle-même et que l'on congédiera aisément quand viendra la crise. Ce qui explique l'accusation portée contre eux de semer la perturbation sur le marché du travail...

Travail au jour le jour, rémunération médiocre. Telle est la condition du manœuvre arménien à Marseille dans la majorité des cas. Parfois, on peut cependant constater une évolution vers un travail qualifié, ou encore vers le commerce ou l'artisanat. Tel journalier, installé rue du Baignoir dans le quartier Belsunce en 1927, se retrouve épicier à la Rose dix ans plus tard ; tel autre est devenu, dans le même temps, fabricant de chaussures à Saint-Jérôme. Ils ne gagnent pas forcément beaucoup d'argent, mais ils ont gagné en indépendance. Au reste, il s'agit toujours là de métiers d'immigrés. Cordonniers ou coiffeurs, ce sont là des professions qui étaient considérées, à Marseille, quelques années auparavant, comme réservées aux Italiens. Et la liberté conquise s'est souvent payée assez cher. Il a fallu s'endetter pour acquérir sa boutique ou son échoppe. Et tout artisan n'est pas propriétaire de son fonds... Il est difficile, dans ces conditions, de parler de "progrès social", même à propos de la seconde génération.

Les conditions de vie s'améliorent donc lentement au début des années trente. La plupart des familles disposent de revenus modestes mais suffisants pour faire vivre une famille souvent nombreuse, assurer la scolarité des enfants, se loger enfin dans des conditions relativement décentes. C'est dans cette même décennie que se dessi-

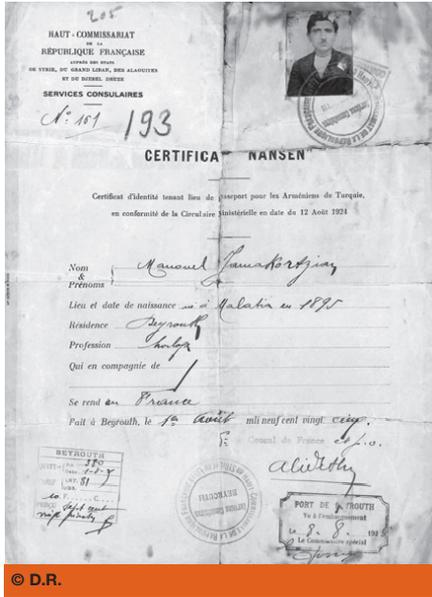
nent les quartiers “arméniens”, situés surtout dans la périphérie de Marseille. Nombreux sont cependant ceux qui restent dans les vieux quartiers du centre, où ils se mêlent aisément aux Italiens et aux Français depuis longtemps installés à Belsunce<sup>(10)</sup>. Ils y ont souvent repris des boutiques. Ils se sont facilement intégrés à une population déjà extrêmement diversifiée. Ils se montrent dans les rues, ne serait-ce qu’au moment des fêtes (les Pâques arméniennes par exemple). Mais le désir de posséder leur propre logement s’exprime très vite par la construction de petites maisons bâties dans les espaces “bon marché”, de Saint-Antoine à Saint-Jérôme ou à Saint-Loup, quartiers qu’ils vont marquer de leur empreinte. Maisons que l’on bâtit au fil des ans, en comptant sur les solidarités familiales ou “compatriotiques”.

## Un réseau de solidarité au quotidien

Sans doute les solidarités s’expliquent-elles par la nécessité de vivre ensemble, par l’hostilité rencontrée dans la cité et jusque sur les bancs de l’école, par les souffrances communes de l’exil. Le refuge politique, quel qu’il soit, se traduit par une volonté d’affirmer son appartenance à la communauté d’origine, à la patrie perdue. Affirmation classique en milieu diasporique, renforcée ici par le souvenir du drame vécu en commun – et que l’on n’a même pas besoin d’affirmer, tant il est encore présent dans les mémoires.<sup>(11)</sup>

Pour le moment, il s’agit à la fois de maintenir ou de retrouver les liens passés, de dire avec force que l’exil n’a rien effacé et que tout espoir de “retour” n’est pas perdu. Sans doute ne s’agit-il pas seulement de célébrer les souvenirs du passé. On n’est pas, alors, dans le culte de la mémoire. Les “associations compatriotiques”, qui se multiplient à Marseille dans les années vingt et trente, sont d’abord des associations d’entraide. Elles doivent “porter aide et secours aux vieillards, aux orphelins, aux infirmes et aux malades”<sup>(12)</sup>. Elles entendent faciliter les démarches officielles aux membres de l’association, mais, plus encore, les aider dans la recherche de travail dans les périodes difficiles. Elles aident aussi, dans la mesure du possible, à regrouper les gens d’un même village qui ont été dispersés par l’exode. Le siège social de ces associations (souvent le domicile même de leur président) se déplacera au fur et à mesure de l’édification des nouvelles maisons<sup>(13)</sup>. Car tous les sociétaires ou presque sont installés dans le même quartier.

Unions compatriotiques, unions de bienfaisance, mais aussi, surtout à partir de 1930, unions dites “de reconstruction”. Ce dernier terme, très souvent utilisé, est significatif du rêve arménien. On se raccroche à l’espoir de rebâtir quelque part le village abandonné, même si les territoires turcs sont évidemment interdits à ces



hommes et à ces femmes chassés de leur patrie. Peut-être pense-t-on alors à l'Arménie soviétique, où l'Union de Cilicie Fundejak entend construire un bourg du même nom pour y envoyer les “*indigents qui le désire-raient*”. Ce curieux projet voit précisément le jour l'année 1936, avec une première tentative pour conduire en URSS un certain nombre de réfugiés arméniens établis en France. Les immigrés de la première génération continuent donc à vivre en pensant au pays. Peu d'entre eux songent encore à demander la nationalité française. Ils vivent entre eux, en pratiquant une parfaite endogamie<sup>(14)</sup>.

Cette solidarité (solidarités familiale, villageoise, clanique) se retrouve dans tous les actes de la vie quotidienne, à commencer, nous l'avons vu, par la construction de la maison. Chaque logement est le produit d'un travail en commun entre les habitants d'un même quartier. “*Quand on finissait sa maison, on allait aider le voisin... pour la maçonnerie ou pour la charpente*”<sup>(15)</sup>. La construction de l'édifice du culte, la chapelle, qui deviendra le centre de la vie communautaire, est également le fruit d'un travail collectif.

## Religion et politique : au centre de la vie sociale

Les domaines du religieux et du politique sont à la fois facteurs d'unité et de division. N'oublions pas que, si la religion apostolique regroupe le plus grand nombre de fidèles, il y a aussi des catholiques et des protestants qui ont leurs propres lieux de culte. Mais les chapelles apostoliques sont évidemment les plus nombreuses. La chapelle – et chaque quartier arménien en a une – est le théâtre premier de cette vie en commun<sup>(16)</sup>. Sans doute d'abord à cause des cérémonies qui s'y déroulent, mariages (endogames), obsèques, etc. Même quand on n'a pas de pratique religieuse, on s'y rend dans ces occasions exceptionnelles. Et puis l'édifice religieux est aussi un centre de dialogue, de réunion pour les adultes, d'enseignement de la lan-

gue pour les enfants, qui vont à l'école française, et qui, à la troisième génération, ne pratiquent plus guère le dialecte de leurs grands-parents.

La plupart des chapelles apostoliques de Marseille ont été édifiées vers 1930, au moment où se bâtissaient les nouveaux quartiers. L'église Soup Kevork à Saint-Loup est construite en 1929, Saint-Thadée à Saint-Antoine, en 1928<sup>(17)</sup>, etc. Chaque église a son organe de gestion, l'éphorie, dont les membres sont élus par l'assemblée des fidèles. Lieu sacré, mais aussi lieu de sociabilité et centre associatif (on parle couramment des "associations de clocher").<sup>(18)</sup>

Il n'est pas rare que la salle destinée à l'enseignement de la langue arménienne soit aussi, à certaines heures, le siège de la réunion d'un parti politique. Ces partis transposent à Marseille, comme en bien d'autres endroits, les querelles toujours vivaces du passé. Marque d'une diversité ancienne et source de conflits durables, surtout entre Daschnaks, fortement opposés à l'Union soviétique, qui se sont assez vite rapprochés en France du parti socialiste, et Hintchaks, proches du parti communiste. Les affrontements sont parfois violents entre ces groupes politiques ; la Seconde Guerre mondiale les accentuera encore.

## La guerre et l'après-guerre

La population arménienne avait ainsi "créé" ses quartiers, construit peu à peu ses maisons, et s'était progressivement insérée dans l'ensemble urbain sans perdre de son originalité. La misère des premiers temps avait été surmontée pour la plupart des familles, sans que l'on puisse parler d'une réussite sociale généralisée. Le temps des épreuves était pourtant loin d'être passé. La crise économique des années trente se traduisait par un chômage qui touchait l'ensemble de la population étrangère, les Arméniens comme les autres : le travail à domicile et le petit commerce allaient prendre une place de plus en plus importante, sans toujours permettre une amélioration immédiate des conditions de vie.

La mobilisation allait aggraver la situation pour de nombreuses familles. Engagés dans la Légion ou mobilisés comme apatrides, beaucoup d'hommes vont alors faire un service militaire souvent imposé – les réfugiés arméniens sont en effet soumis aux obligations militaires, sans bénéficier pour autant des droits des citoyens français. Les femmes, désormais soutiens de famille, vont souvent être autorisées à prendre leur place sur le marché du travail. Situation nouvelle, mais qui se prolongera dans certains cas plusieurs années, les maris étant restés prisonniers dans les stalags. Vient ensuite l'Occupation (après novembre 1942 dans le Sud de la France) et le STO (Service du travail obligatoire), qui touche en priorité les étrangers. Dans cette période très dure, les

Arméniens sont divisés. Beaucoup sont attentistes comme le sont de nombreux Français. Certains, les plus proches du parti communiste surtout, s'engagent dans les rangs de la MOI (Main-d'œuvre immigrée) et participent aux combats de la Libération. Il en résultera de fortes tensions dans la communauté arménienne de Marseille, qui iront jusqu'à des règlements de comptes après la Libération. Les inimitiés seront durables : elles se réveilleront même en 1947, lors de la seconde tentative de retour vers l'Arménie soviétique, vivement encouragée par le gouvernement soviétique.

Raisons d'ordre sentimental et parfois économique se mêlent pour expliquer l'important départ de réfugiés arméniens en direction de l'URSS. Les autorités russes ont autorisé 7 000 "Arméniens de France" à être "rapatriés en Union soviétique". Le départ, en tout état de cause, a lieu à Marseille. Les non-Marseillais qui ont l'autorisation d'embarquer doivent s'y rendre et trouver un abri provisoire chez des amis ou des parents. Marseille connaît alors un flux de nouveaux arrivants. Le premier convoi, celui du *Rossia*, part le 6 septembre 1947. Il comporte à la fois des Arméniens et, en dépit des interdits, des Français d'origine arménienne<sup>(19)</sup>.

On sait – et ce n'est pas ici notre propos – ce qu'il est advenu des "rapatriés", leur déception, et les retours majoritaires des années plus tard<sup>(20)</sup>. Beaucoup de Marseillais ont cédé à l'enthousiasme communautaire, qui n'a pourtant duré que quelques mois, le gouvernement français s'opposant à la poursuite de cette expérience.

Au début des années cinquante, la page est tournée. On peut alors essayer de faire un bilan de la migration arménienne à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône, à partir d'un précieux rapport de la Sûreté nationale.

## Des années cinquante à aujourd'hui

Officiellement, on dénombre encore, en 1956 et pour l'ensemble des Bouches-du-Rhône, 5 761 "réfugiés arméniens". Mais il convient d'y ajouter "*les ressortissants syriens, libanais, iraniens, turcs, tous d'origine arménienne, et tous les éléments naturalisés français, qui sont d'origine arménienne*"<sup>(21)</sup>. Conclusion du rapport officiel : la colonie arménienne compterait en réalité 25 000 personnes, dont 20 000 pour la seule ville de Marseille<sup>(22)</sup>.

Les Arméniens, "*industriels par nature*" sont "*spécialisés dans quelques métiers : tailleurs, coiffeurs, horlogers et cordonniers*". Comme on le voit, l'artisanat a pris une réelle importance, quoique le rapport oublie (volontairement ?) de signaler un grand nombre de travailleurs moins spécialisés.

Le texte souligne par ailleurs le regroupement dans la ville de noyaux de population d'origine arménienne. Il parle d'importantes concentrations urbaines : "*par*

*ordre décroissant*” à Beaumont, Saint-Loup, Sainte-Marguerite, La Rose, Saint-Antoine<sup>(23)</sup>. Ce désir de rester ensemble s’explique en partie par les souvenirs tragiques du passé. Mais il faut tenir compte, selon l’auteur du rapport, “*du caractère oriental de leurs coutumes et de leur langue*”, qui rend difficile, selon lui, une assimilation rapide de la population arménienne (on le voit, les préjugés anciens n’ont pas tous disparu). Le fait qu’ils aient conservé leurs écoles, leur religion, leurs groupements politiques serait significatif de cette situation particulière...

Le rapport souligne à la fois les divisions profondes qui existent à l’intérieur de la “colonie” arménienne, qui sont alors une réalité encore vivante, et l’attitude réservée de cette dernière à l’égard de la France :

“*Seule une minorité tend à s’intégrer réellement dans la communauté française*”<sup>(24)</sup> – ce qui est évidemment beaucoup plus sujet à caution.

Cinquante ans ont passé depuis ce constat pessimiste et fort contestable. Sans décrire en détail les événements et le processus d’intégration des Arméniens dans Marseille, il faut

cependant souligner un certain nombre de réalités durables. Les Arméniens devenus Français (nous avons volontairement laissé de côté la génération des nouveaux arrivants, venus du Liban, de Syrie, et même de Turquie au cours des dernières années) sont devenus incontestablement une partie importante, voire incontournable, de la population marseillaise. Si les quartiers arméniens ont gardé leur “cachet”, la population s’est dispersée dans la ville au fil des années. La deuxième génération a parfois été incitée à quitter le quartier pour des raisons professionnelles. L’endogamie des premiers temps est pratiquement oubliée. Les enfants sont partis afin de poursuivre leurs études. Le mouvement associatif, sous sa forme ancienne, celle des associations compatriotiques, a disparu en quasi-totalité, laissant place un temps assez bref à des mouvements nationalistes parfois agressifs, mais très minoritaires, et qui s’effacent avec le temps. Se maintiennent en revanche des mouvements culturels et sportifs toujours actifs, tel le club de football l’AG.ARDZIV dont les origines remontent aux années trente. Les réunions associatives se poursuivent, mais les cérémonies religieuses n’attirent plus comme avant les jeunes générations. S’il y a encore des écoles arméniennes, beaucoup d’élèves y viennent pour réapprendre une langue quelque peu oubliée à la troisième génération.

Sans doute l’indépendance proclamée de la république d’Arménie après l’effondrement du bloc soviétique a-t-elle suscité des manifestations de sympathie, et même des manifestations de forte solidarité au moment du conflit avec les Azéris<sup>(25)</sup>. Les voyages et les échanges se sont faits nombreux. Mais il n’est plus

**Ce désir de rester ensemble s’explique en partie par les souvenirs tragiques du passé.**

guère question à Marseille de retour dans un pays dont on connaît les difficultés économiques. On peut proclamer son attachement au pays, voire participer aux manifestations souvenirs (la manifestation annuelle en souvenir du génocide) : Marseille, pour les Arméniens, est devenue leur ville, en même temps qu'une ville mémoire, mémoire du temps que l'on ne veut pas oublier, du temps de la diaspora, qui fait désormais partie de l'histoire. ■

### Notes

1. Tel Ariam Tekoian, né à Marseille en 1892, qui peut déjà être considéré en 1914 comme un notable marseillais.
2. Avec les Russes chassés par la révolution bolchevique et la guerre civile, les Arméniens sont les premiers à être munis du passeport Nansen, qui leur sert de pièce d'identité et leur permet de se déplacer librement.
3. Camp destiné à recevoir des troupes "coloniales" pendant la guerre et qui sera rapidement désaffecté, le terrain étant restitué à son propriétaire, M. Verminck.
4. Ce qui est également le cas de la personne chargée de "la police et de la salubrité du camp".
5. Le nombre élevé d'enfants s'explique évidemment par le génocide, qui a laissé un nombre important d'orphelins.
6. Redevance prélevée sur tous les occupants travaillant à l'extérieur, le plus souvent comme journaliers.
7. Si l'on se réfère à la population reçue dans le camp Oddo en novembre 1923, sur 817 hommes en âge de travailler, 460 se déclarent cultivateurs (et ce chiffre est un minimum, car il faudrait tenir compte des journaliers, qui sont en réalité des travailleurs agricoles).
8. Certaines entreprises ont même envoyé des agents recruteurs jusqu'en Grèce ou dans les États du Levant pour embaucher de la main-d'œuvre bon marché.
9. On est d'autant plus surpris de l'appréciation portée par un rapport du 23 octobre 1923 : "*Les Arméniens ne cherchent pas à travailler*". Témoignage d'une hostilité, ou plutôt d'une incompréhension, qui ne durera pas.
10. Les enfants qui sont nés sur le territoire français, et qui sont d'ailleurs passés par l'école française, sont Français par simple déclaration.
11. Ce n'est que beaucoup plus tard, dans les années soixante, que l'on s'avisera, à Marseille comme ailleurs, de célébrer le souvenir du génocide.
12. Statuts de l'Union de bienfaisance de Palou.
13. Ainsi le siège social de l'association compatriotique de Sivri Hissar se déplace-t-il de la rue Négrel à Saint-Jérôme, où viennent s'installer la plupart de ses adhérents.
14. On n'a pratiquement pas d'exemple avant la fin des années trente de mariages "mixtes" avec des Français ou des Françaises.
15. Cf. Lydie Belmonte, *Évolution de l'espace communautaire arménien*.
16. *Ibid.* La chapelle, c'est aussi la "maison du peuple".
17. Nous ne parlons pas ici de l'église du Prado, qui reste l'édifice religieux le plus important à Marseille.
18. Telle l'association de l'église arménienne de la "campagne Fraisse", fondée en 1931, et qui réunit alors plus de 25 adhérents. Le comité de direction de l'association se confond d'ailleurs avec l'éphorie.
19. Bien qu'officiellement, les Français soient exclus du départ. Mais tout cela va se faire dans la plus grande confusion.
20. Surtout après 1956 et la déstalinisation.
21. La presque totalité des enfants nés en France de réfugiés arméniens acquièrent la nationalité française.
22. Chiffres sans doute arrondis, mais assez proches de la vérité.
23. Il en oublie quelques-unes, Saint-Jérôme par exemple.
24. Soulignons que le terme de "communauté" n'est utilisé ici que pour parler de la population française, ce qui est surprenant à tous points de vue...
25. Notamment le conflit du Karabagh.